

I. A MI-PARCOURS, UN POINT D'ETAPE

1. La genèse de cette action

Les membres d'ASOQS se sont appropriés les problématiques concernant la santé environnementale depuis plusieurs années. Le Pr Philippe Hartemann nous a soutenu dans ces recherches et nous a orientés sur le devenir des résidus médicamenteux dans les eaux.

Tout le monde partage cette ressource naturelle indispensable à la vie. L'eau est notre bien commun.

Il n'y a aucun risque de toxicité aiguë, actuellement et boire de l'eau du robinet ne présente aucun danger immédiat.

A l'inverse, nous ne savons pas ce qui se passe quand, pendant 30 ans, on boit de l'eau dans laquelle il y a différents résidus médicamenteux et autres produits combinés. Quid de l'effet «cocktail»?

Voilà ce qui nous motive.

2. Les enjeux

Sans prétention, mais avec détermination, nous travaillons sur ce sujet depuis 2016, afin de faire prendre conscience et si possible modifier certains comportements à la collectivité (prescripteurs, décideurs, consommateurs).

Les enjeux sont multiples :

- La situation géographique est stratégique : l'action s'exerce sur un bassin versant qui est la tête de bassin de la Moselle.
- Cette étude concerne tous les prescripteurs : médecins, pharmaciens, vétérinaires, éleveurs du secteur. Le soutien des élus et des élus du territoire renforce notre action.
- L'enjeu primordial est le maintien de la qualité de l'eau, et secondairement nous souhaitons la création d'une base de données permettant de classer les produits pharmaceutiques en fonction de leur impact sur l'environnement.

3. Présentation de l'action

Notre action s'articule en deux volets:

- améliorer la récupération des médicaments non utilisés (MNU)
- diminuer la consommation des médicaments «écotoxiques» en se basant sur les recommandations suédoises (environmentally classified pharmaceuticals) en pratiquant des analyses biochimiques intégratives

Cela s'applique sur le territoire des 2 vallées (Moselle Moselotte) peuplé de 55000 habitants, regroupant 48 médecins généralistes, 24 pharmacies et 3 vétérinaires

4. Les suites à donner

Nous poursuivrons l'information auprès des prescripteurs avec l'aide de Martine Micot, prestataire spécialisé en communication médicale.

Nous continuerons à recueillir les données statistiques et biochimiques jusqu'à la fin de l'année 2018.

Restera alors l'évaluation « avant après » et « ici et ailleurs » qui sera confiée à un organisme indépendant (Open Rome).



Réunion du COPIL ECOP 22.02.2018



Martine Micot, prestataire en communication médicale

II. LE COLLOQUE ECOPRESCRIPTION DU 18 NOVEMBRE 2018 IFSI DE REMIREMONT

Ils ont dit..... Points forts – phrases clés

« On a une responsabilité ici dans la région Lorraine, en tant qu' élu c'est un sujet qui nous touche »

Jean Hingray, Maire de Remiremont

« éviter qu'il y ait des MNU, c'est un élément d'économie financière et d'économie environnementale »

« la sécurité c'est d'expliquer aux patients ou à la famille ce qui va se passer »

Patrick Bastien, Président d'ASOQS

« La commission européenne a repris la problématique et les dossiers d'AMM doivent inclure des études sur les effets des médicaments dans l'environnement »

« C'est un sujet éminemment sensible que les thérapies non médicamenteuses. La France est actuellement très très en retard... »

Philippe Hartemann, Professeur en santé publique

« depuis quelque temps, il y a un mouvement qui va dans le sens de la dé-prescription »

Yvonnick Clémence, Médecin Généraliste Remiremont

*« l'éco prescription pour moi : on ne traite que ce qu'il y a besoin, ce qui n'était pas le cas voici quelques années »
« il faut absolument sensibiliser le milieu agricole »*

François Julien, Vétérinaire

« Beaucoup d'action de l'agence de l'eau, c'est du préventif donc on essaie d'agir sur le comportement soit dans le domaine industriel, soit agricole. C'est le domaine du citoyen qui nous intéresse »

Marc Hoetzel, Directeur Agence de l'eau

« L'agence Régionale de la Santé a une compétence sur l'eau potable et est à l'interface entre le sujet de compétence à ce niveau là et les pros de la santé qu'elle côtoie au quotidien »

Valérie Bigenho-Poet, Déléguée territoriale 88 ARS

« Vous avez à la fois le ministère de la santé, l'agence de l'eau, la région, le département, les prescripteurs.... et les deux assemblées Christophe Naeglen et moi au niveau du Sénat »

Daniel Gremillet, Sénateur des Vosges

« 80 millions d'euros de médicaments non utilisés dans les maisons de retraite. On serait capable de faire des économies et de redonner du souffle ailleurs tout en faisant écologiquement quelque chose de positif »

Christophe Naeglen Député des Vosges

« Ce n'est pas parce que l'on a un soucis particulier dans la qualité de nos eaux que l'on a mis en place cette action, mais parce que l'on a essayé d'avoir une action écologique, économique pour le bien être et la santé publique »

Jérôme Mathieu, Vice-Président du PETR Pays de Remiremont et de ses vallées

« En élevage on est sur des réductions de 20 à 30% des antibiotiques, selon les productions »

Vincent Potaufoux, Groupement de défense Sanitaire Vosges

« Le premier changement de comportement, c'est la prise de conscience »

« quand on prescrit un médicament, il faut que l'on connaisse son efficacité, sa tolérance, son coût et aussi son impact écologique »

Etienne CURIEN, Médecin Généraliste et membre ASOQS

« C'est très important pour nous de faire passer le message aux étudiants et de montrer que l'on peut faire à notre niveau une action d'envergure »

Alain PETIT, Médecin Généraliste et membre ASOQS

Nous vous invitons à retrouver les moments forts de ce colloque sur www.sesoignersanspolluer.com

